

NOUVELLE INDUSTRIE AÉROSPATIALE  
**La Suisse joue la  
 carte Near Space** PAGE 2

MODÉLISATION DES DONNÉES DU BÂTIMENT  
**La construction en mutation** PAGE 6

FORMATION RP À L'ÈRE NUMÉRIQUE  
**Le partenariat UNIGE-CREA** PAGE 6

APRÈS 100 JOURS SOUS PAVILLON CHINOIS  
**Syngenta serein pour son avenir** PAGE 3

REPRISE D'EDENRED SUISSE À CRISSIER  
**Lunch-Check s'étend en Romandie** PAGE 6

BANQUES CANTONALES ET TAUX D'INTÉRÊT  
**ZKB a réduit sa dépendance** PAGE 4

SOCIÉTÉ DE PARTICIPATIONS DANS LES PME  
**Nebag se montre plus prudent** PAGE 4

PRODUITS STRUCTURÉS  
**Les dérivés crypto-monnaies** PAGE 12

**Révolution de salon  
 signée Man's World**



**MAN'S WORLD.** Le concept zurichois s'exportera à Lausanne-Beaulieu les 1<sup>er</sup> et 2 septembre. A priori, juste un salon de plus, presque une caricature, beer, beef et hypsters. En réalité beaucoup plus: la réinvention du salon commercial, ciblé, exclusif et local. PAGE 5

# Le marché salue les bons résultats semestriels

**SWISS EXCHANGE.** Les sociétés du SPI ont réalisé une bonne performance d'ensemble. Non sans quelques surprises.



**SWISS EXCHANGE.** Le marché des actions s'avère généralement bien valorisé aujourd'hui. Sa marge de tolérance est réduite.

PHILIPPE REY

Le marché suisse des actions (SPI) s'avère plutôt cher à présent. Ce qui revient à dire qu'il recèle déjà des anticipations élevées en matière de résultats des entreprises. Ceux-ci se sont certes révélés bons dans l'ensemble lors du premier semestre 2017. Les perspectives sont globalement positives pour le reste de l'année. Toutefois, on s'en doute, tout n'est pas lisse, des surprises agréables et négatives ont eu lieu. Or le marché réagit de manière parfois violente ou généreuse lorsque les résultats s'avèrent meilleurs ou moins bons que les attentes qui sont élevées.

Kudeski Group, par exemple, en a fait cruellement l'expérience avec une chute de près de 18% du cours de l'action depuis le 16 août, quoique ses perspectives de développement restent intactes. A l'inverse, le marché a reçu avec véhémence les résultats de Straumann ou ceux de u-blox en particulier. Straumann a effectivement enregistré une très forte croissance organique (+14%) alors que ses marges opérationnelles se révèlent supérieures à 25%. Qui dit mieux? Geberit qui rivalise en termes de rentabilité a affiché une croissance plus faible et jugée décevante. Aussi a-t-il été pénalisé par un recul boursier de l'ordre de 7%. PAGE 3

# Mystère autour du meilleur employeur de Suisse

CHRISTIAN AFFOLTER

Le «Swiss Arbeitgeber Award» est censé récompenser les meilleurs employeurs de la Suisse et du Liechtenstein. Parmi les lauréats de ce concours parrainé par l'Union patronale suisse ne se

trouvent pourtant que des entreprises alémaniques. L'Union patronale s'est associée à cette distinction sans s'impliquer dans son organisation ni la conduite de l'enquête sous-jacente. Une seule entité romande se trouve ainsi parmi les participants. Car la Suisse ro-

mande dispose de ses propres récompenses pour les meilleurs employeurs. Les critères ne sont guère compatibles avec ceux du «Swiss Arbeitgeber Award». Japan Tobacco International figure toutefois parmi les lauréats des deux côtés de la Sarine. PAGE 7



**CHRISTIAN MEIER-STAUDE.** Responsable RH de Japan Tobacco International.

ÉDITORIAL FATHI DERDER

## Numérique: quand la Suisse joue avec le feu

Le Parlement aborde mal le virage numérique. Il ne semble pas vouloir donner au pays les moyens de ses ambitions, dans deux domaines fondamentaux. Deux domaines dans lesquels la Suisse excelle pourtant traditionnellement: les infrastructures et la formation. Premier point: pour transmettre des données, il faut du débit. Invitée d'Economie suisse vendredi à Genève, Doris Leuthard a rappelé que la propagation des applications numériques nécessitait un réseau mobile puissant. En gros: rien ne pourra être mis en œuvre sans la 5G. Et vite. Or, la Suisse tergiverse. Le Parlement rechigne à franchir le pas de la 5G, craignant pour notre santé, et celle des vaches (grâce au tout puissant lobby agricole). La Suisse donne également des signaux inquiétants dans un autre domaine essentiel de l'avenir numérique: la formation. Nous devons enseigner la culture numérique dès l'école primaire. Or, aujourd'hui, nous en sommes loin. La Suisse

allemande tâtonne, la Suisse romande ne fait rien. Et Berne démissionne pour cause de fédéralisme. Le désert. Enfin, plus inquiétant, nous déstabilisons l'ensemble du système de recherche: alors que nous demandons à nos Hautes Ecoles de fournir des cerveaux et des solutions pour le monde de demain, nous taillons dans leurs budgets. Pour l'année prochaine, le Parlement demande aux EPF des dizaines de millions d'économies (sous pression notamment du lobby agricole, encore lui). En résumé: la Suisse, reine de l'innovation, veut réussir la transition numérique. Mais elle tarde à renouveler ses infrastructures, n'enseigne pas l'informatique à l'école, et taille dans la recherche. On joue avec le feu: le monde numérique va vite. Nous prenons le risque de voir la Suisse distancée, dans un monde déjà archi-dominé par les Etats-Unis et l'Asie. Le Parlement doit prendre ses responsabilités, et corriger le tir. D'urgence. PAGE 8

## Les PME pas seules face à la numérisation

**CSEM.** Le directeur Mario El-Khoury (en interview) explique que le 4.0 est plus accessible qu'il n'y paraît.

STÉPHANE GACHET

Si le CSEM (Centre Suisse d'Électronique et de Microtechnique) est un «plus» pour la grande industrie, c'est un «must» pour les PME. Mario El-Khoury, qui dirige le centre de développement technologique basé Neuchâtel depuis 2009, rend compte dans son interview du défi technologique permanent auquel fait face l'industrie manufacturière de Suisse. Une activité absolument clé pour le dirigeant, dont le futur tient dans sa capacité d'innovation. Et, aujourd'hui, dans sa capacité à intégrer les paramètres de la numérisation et de l'advanced manufacturing. Un défi de taille pour un tissu économique surtout tissé de micro-entreprises. Un défi technologique

majeur marqué par une complexité inédite, mais aussi, peut-être surtout, un challenge culturel: convaincre les PME que la numérisation n'est pas un sommet inaccessible réservé aux colosses de la Silicon valley. L'intégration des nouvelles technologies se construit étape par étape, de manière ciblée et dans un esprit de pure spécialisation. Très exactement la vocation d'un centre comme le CSEM, qui a lui-même été construit à partie de l'horlogerie - à l'origine de la première montre à quartz il y a exactement 50 ans cette année -, mais qui s'adresse aujourd'hui à beaucoup d'autres secteurs de pointe, du photovoltaïque à l'astrophysique. Mais sans avoir jamais quitté sa spécialité, le micro-technique. PAGE 7

**AGEFI**.com



L'actualité en continu sur [www.agefi.com](http://www.agefi.com)

" L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE EN DIRECT "



9 771421 948004 1 0 0 3 5



# Les PME suisses ne sont pas démunies face à la complexité de la numérisation

**CSEM.** Mario El-Khoury, directeur du centre technologique neuchâtelois, rappelle que le 4.0 est une opportunité pour toute l'industrie manufacturière.

**Revenons pour commencer sur votre récent rapport d'activité 2016. Vous avez terminé l'année avec un chiffre d'affaires de 79 millions. Est-ce un bon chiffre?**  
Mario El-Khoury, directeur général du CSEM (Centre Suisse d'Electronique et de Microtechnique): Le CSEM est une SA d'utilité publique et notre objectif est avant tout d'accroître la compétitivité de l'industrie. Le chiffre d'affaires global a été satisfaisant, mais cela n'est pas le meilleur indicateur pour mesurer cet impact. C'est le transfert de technologie, c'est-à-dire nos projets industriels et CTI (Commission pour la technologie et l'innovation) qui est pertinent et il a évolué positivement.

**Et comment se présente l'exercice 2017? En croissance?**  
Actuellement, les perspectives sont très positives. La Confédération a renforcé son soutien au nom des défis technologiques à relever. Et en contrepartie, nous allons largement dépasser notre budget des mandats pour l'industrie cette année. Les entreprises investissent passablement dans les développements, y compris dans l'horlogerie.

**Plutôt encourageant donc pour l'ensemble de la place manufacturière en Suisse, malgré le défi du franc et de la main d'œuvre chère. N'est-ce pas?**  
Je suis un défenseur acharné du maintien de l'activité manufacturière en Suisse! Or, l'économie suisse est constituée principalement de PME qui doivent innover dans un contexte technologique toujours plus complexe. Elles ont besoin de soutien d'entités comme le CSEM pour le faire. Pour rester compétitives,

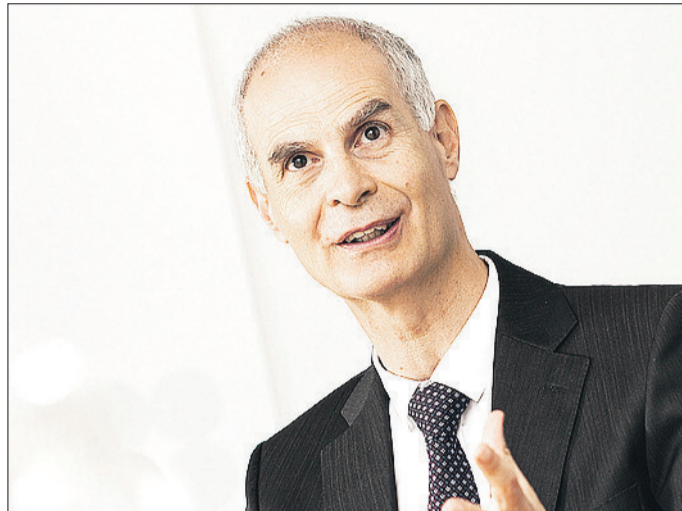
elles doivent d'une part se spécialiser et se différencier; d'autre part, elles doivent saisir les opportunités que représentent l'advanced manufacturing et la numérisation et adapter petit à petit leurs produits et leur appareil de production. Un de nos challenges est de les aider à faire face à cette complexité, particulièrement dans notre domaine d'excellence, la microtechnique.

**Précisément, la Suisse, qui n'a pas de Silicon Valley, est-elle équipée pour y répondre?**

Nous n'avons pas les GAFAs, néanmoins l'industrie locale n'est pas en retard. En réalité, la numérisation est une chance pour les entreprises suisses, puisque cela va dans le sens de réduire la part de main d'œuvre dans le coût final d'un produit. La Suisse doit être bien positionnée sur ce terrain et elle l'est.

**OK pour les grandes entités, mais quid des PME?**

Il est clair qu'aujourd'hui, les PME ne se voient pas dans ce jeu, avec la crainte d'être complètement dépassées. Mais c'est moins un problème de moyens que d'état d'esprit. La numérisation n'est pas un défi réservé aux grands groupes, c'est aussi un processus qui peut se faire étape par étape. Nous faisons du support aux PME une priorité: pendant que pour les grands, nous sommes un «plus», pour les PME, nous sommes un «must». Les petites entreprises connaissent l'importance de l'innovation mais leurs budgets R&D sont par nature limités, et elles ne peuvent pas y parvenir sans le soutien d'une structure multidisciplinaire comme le CSEM. Ensemble, nous pouvons y parvenir.



**MARIO EL-KHOURY.** L'importance pour les entreprises de rester aussi spécialisées et différenciées que possible.

D'autres pays poursuivent aussi ce même objectif.

**L'Allemagne?**

Précisément. Ce n'est pas un hasard si l'appellation «Industrie 4.0» a été inventée en Allemagne, qui doit aussi composer avec une main d'œuvre chère en comparaison mondiale. La numérisation était taillée sur mesure pour elle, c'est également le cas pour la Suisse.

**Que manque-t-il alors?**

Ce que les entreprises ont encore de la peine à discerner est le niveau de numérisation dont elles ont besoin, ce que cela peut leur apporter et comment le faire.

**Qu'est-ce que cela implique pour le CSEM?**

Le défi interne est conséquent. En particulier nous sommes confrontés à la difficulté de trouver toutes les ressources nécessaires dans les métiers de la numérisation, un domaine très

concurrentiel. Nous sommes par exemple en concurrence avec l'industrie financière. Mais c'est notre responsabilité d'y répondre. Nous sommes au centre de toutes ces technologies et nous devons accompagner l'industrie. Avec le partenariat CSEM – hautes écoles, nous sommes capables de relever le challenge.

**Sur quel critère de succès vous basez-vous?**

Le nombre d'emplois créés ou maintenus dans l'industrie suisse. Dans ce sens, l'innovation est un outil, pas un but en soi. Mais ce critère final n'est pas facile à mesurer.

**Vous n'évoquez pas la création de start-up, à dessein?**

Le nombre de start-up créées n'est qu'un indice. Pour nous, il démontre la capacité d'amener sur le marché des idées nouvelles pas forcément alignées avec l'industrie suisse établie. D'ailleurs, la majorité de nos start-up sont

achetées par de grands groupes étrangers. Flatteur, mais assez logique: cela se passe toujours dans des domaines où il n'y a pas de grand acteur en Suisse. Quand c'est le cas, nous transférons l'innovation à l'industrie, sans création de start-up. A l'instar du spiral silicium, tout de suite absorbé par les majors de l'horlogerie.

**Restons précisément sur l'horlogerie. Le CSEM est né de l'invention de la montre à quartz, qui célèbre son jubilé, et ne s'est jamais vraiment distancé de cet héritage. N'est-ce pas un risque?**

En réalité, la lecture est faussée. Notre actionariat et notre spécialisation dans la microtechnique reflètent cet héritage, d'ailleurs pleinement assumé. Pour le reste, nous ne sommes plus si dépendants de l'horlogerie qui ne représente plus que 20% de notre chiffre d'affaires. Le reste est couvert par des secteurs comme la santé, le spatial, les dispositifs électroniques ou encore l'énergie. Il n'y a donc pas de risque particulier lié au cycle de cette industrie. Notre conseil d'administration, dont les membres sont aussi grands actionnaires, est bien diversifié, avec la présence des industries de l'énergie et du medtech.

**Certes, mais ne ressentez-vous pas tout de même pas le ralentissement actuel?**

Les horlogers n'ont pas baissé leurs investissements dans la R&D. Nous n'avons rien perçu de tel, ce qui témoigne de leur intérêt pour l'innovation et de leur capacité à se renouveler. C'est très positif et de bon augure avec la reprise qui se profile dans cette branche.

INTERVIEW:  
STÉPHANE GACHET

## Georg Fischer acquiert Eucasting Ro

L'opération en Roumanie permet au groupe industriel de se renforcer sur le marché des composants en métaux légers.

Georg Fischer a acquis Eucasting Ro, société spécialisée dans le moulage à haute pression de métaux légers. Avec deux sites de production en Roumanie et 500 employés, l'entreprise réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 50 millions de francs, a précisé le groupe schaffhousien vendredi. Les détails financiers n'ont pas été communiqués.

L'acquisition, effectuée par le biais de la division Georg Fischer Automotive, permettra au groupe industriel de s'étendre sur le marché en croissance des composants en métaux légers. La finalisation de la transaction est attendue en novembre.

Eucasting Ro effectue 60% de ses ventes sur le segment automobile, le reste étant réalisé dans les solutions d'éclairages et autres applications industrielles.

Pour la ZKB, la petite acquisition, qui représente seulement 1,2% des ventes du groupe et 3,5% de la division Automotive, est en ligne avec la stratégie de Georg Fischer. L'accès à de nouveaux clients dans le secteur automobile pourrait se révéler «intéressant». Du fait de la structure des coûts en Roumanie, la rentabilité devrait dépasser celle de la division Automotive (marge Ebit de 7,5% en 2016).■

## KISTLER: reprise de Vester Elektronik en Allemagne

Le groupe industriel zurichois Kistler reprend la société allemande Vester Elektronik, qui emploie 80 personnes. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé. Vester Elektronik fabrique des capteurs pour le contrôle et la surveillance des processus d'estampage et de formage, ainsi que des systèmes de test et de tri pour les pièces métalliques et hybrides. Le groupe Kistler, qui développe et fabrique des capteurs, notamment pour l'industrie automobile, veut également profiter avec cette acquisition des décennies de connaissances de Vester dans le domaine de l'automatisation des tests et de la technologie des capteurs. Cela lui permettra par ailleurs d'établir un centre de compétence optique en Allemagne. – (ats)

## LECLANCHÉ: centre de recherche aux Etats-Unis

Le spécialiste vaudois des systèmes de stockage d'énergie Leclanché annonce l'ouverture d'un nouveau centre de recherche et de production, situé au sein de l'université Purdue, à Anderson, dans le nord-est des Etats-Unis. Les détails financiers de l'investissement n'ont pas été précisés. La filiale nord-américaine de Leclanché est située à Dallas et a été fondée en 2016 pour répondre à la forte demande en énergies renouvelables aux Etats-Unis et au Canada, a précisé la société basée à Yverdon-les-Bains (VD).

# Le mystère du meilleur employeur suisse

**SWISS ARBEITGEBER AWARD.** Les lauréats de cette enquête sont tous alémaniques. Il n'existe aucune évaluation à l'échelle nationale.

CHRISTIAN AFFOLTER

Qui est le meilleur employeur de Suisse? Le «Swiss Arbeitgeber Award» semble pouvoir donner la réponse. A plusieurs reprises, les communiqués y relatifs ont été traduits et diffusés en français. Mais aucune entreprise romande ne se trouve parmi les lauréats. Selon les auteurs du sondage servant de base à cette distinction, une seule entreprise de notre région (Centre professionnel du Littoral Neuchâtelois) a participé à l'édition 2017. La raison pour laquelle il n'y a pas plus de participants romands tient très probablement au fait que la Suisse francophone a sa propre enquête régulière.

## Une évaluation à l'échelle nationale plus pertinente

Par conséquent, à la question du meilleur employeur, il y a une réponse du côté romand, et une au-

tre du côté alémanique. Mais aucune pour toute la Suisse. L'intérêt irait pourtant au-delà de la simple question de savoir si les employeurs romands sont meilleurs que les alémaniques, ou le contraire. A l'ère où l'anglais est de plus en plus souvent la langue

LE «SWISS ARBEITGEBER AWARD» N'ÉTABLIT SES QUATRE CLASSEMENTS QU'EN FONCTION DE LA TAILLE DES ENTREPRISES.

de communication principale au sein d'une entreprise, la mobilité des collaborateurs suisses va probablement dans bien des cas au-delà des frontières linguistiques. Pour les expatriés, la question se pose encore plus à l'échelle nationale, le fait que l'on parle le français ou l'allemand dans la région où ils travaillent ne jouant qu'un

rôle mineur.

Une étude portant sur toute la Suisse permettrait par exemple de mieux déterminer le rôle des conditions de travail et des facteurs accordés aux employés dans la capacité de Genève et Vaud d'attirer des collaborateurs qualifiés.

## Quand «Swiss» veut dire «Deutschschweiz»

A l'origine des interrogations se trouve l'utilisation souvent abusive du terme «Swiss», suggérant une portée nationale, par les Alémaniques, notamment à la télévision. Il suscite plus d'intérêt que de simplement dire «Deutschschweizer». De surcroît, l'Union patronale suisse figure parmi les partenaires du «Swiss Arbeitgeber Award». Contactée, l'Union patronale précise cependant qu'elle n'est nullement impliquée dans l'organisation, ou encore l'exécution, du sondage à

la base de cette distinction. Elle s'y associe parce qu'elle est convaincue de l'importance des conditions offertes par les employeurs à un moment où la compétition entre eux pour obtenir des collaborateurs qualifiés s'intensifie. Des distinctions de ce genre permettent donc aux entreprises de s'orienter.

Simplement agréger les deux enquêtes menées du côté alémanique et romand n'est malheureusement pas possible non plus. Le «Swiss Arbeitgeber Award» n'établit des classements qu'en fonction de la taille des entreprises – petite (50-99 collaborateurs), moyenne (100-249), grande (250-999) et très grande (1000+). La démarche romande, quant à elle, est focalisée sur les secteurs d'activité – multinationales, santé et médical, banques et assurances, PME, grandes entreprises, immobilier, entités publiques et semi-publiques. Soit

sept catégories. Cependant, malgré ces catégorisations différentes, Japan Tobacco International a remporté un prix lors des deux enquêtes, soit champion toutes catégories confondues du côté romand, et deuxième des grandes entreprises côté alémanique.

Les entreprises occupant les trois premières positions du classement de chaque catégorie du «Swiss Arbeitgeber Award» se sont principalement distinguées sur quatre facteurs: la gestion du changement, l'encouragement des collaborateurs, une rémunération considérée équitable, et une confiance élevée dans l'équipe de direction. Les gagnants des Awards sont l'internat Ringlikon (petites entreprises), Clinique Adelheid Unterägeri (moyennes), OPO Oeschger (commerce de matériaux de construction, grandes) et ISS Facility Services (très grandes).■